

P. 6 Grand format
La Banque Postale
finance la mobilité
ferroviaire durable

P. 8 D'intérêt général
Petites communes,
financer de grands
projets, c'est possible !

P. 14 Traits d'union
Inclusion numérique :
faciliter l'insertion
des jeunes Charentais

posteo

NOUVELLE-AQUITAINE



Christèle Fontaine,
déléguée régionale du groupe La Poste
en Nouvelle-Aquitaine

Le groupe La Poste contribue à agir pour une société plus durable, plus résiliente, plus solidaire. Nous développons des offres et des services pour accompagner les entreprises, les collectivités et les particuliers dans la transition vers une économie circulaire. En avril dernier, plus de 30 organismes publics et privés de la région ont participé aux Rencontres recyclage et réemploi que nous avons organisées à Bordeaux.

Nos services de proximité se renforcent durablement. Avec 880 500 repas distribués en 2024, les factrices et les facteurs de

Nouvelle-Aquitaine sont devenus des acteurs essentiels du portage de repas à domicile. De plus en plus de collectivités font confiance à La Poste pour assurer ce service, contribuant ainsi au maintien à domicile des personnes âgées, isolées ou fragiles. La Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys (40) en est un exemple.

Faciliter l'insertion des jeunes est également une priorité. Le 8 avril, l'opération Répar'avec, repar'avec, dont La Poste est partenaire, a été officiellement lancée en Charente. Ce projet d'inclusion numérique, soutenu par la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) de Charente, l'État et le conseil départemental, vise à accompagner les jeunes Charentais vers l'autonomie et l'insertion professionnelle.

Enfin, La Banque Postale a contribué à la levée de fonds de 1,1 milliard d'euros opérée par la Spiit ⁽¹⁾, créée par les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie pour moderniser et renouveler le parc de matériel roulant de leur réseau ferroviaire et encourager la mobilité durable.

Ces actions concrètes présentées dans ce numéro témoignent de notre volonté : rester un acteur majeur de la cohésion sociale et de l'innovation au service de tous. Nous continuerons à agir à vos côtés pour relever les défis auxquels nos territoires sont confrontés. Bonne lecture.

(1) Société publique interrégionale des investissements en faveur des transports.

NOUVELLE-AQUITAINE

Facteur de fierté

2 269

bureaux de poste, La Poste agences communales (LPAC)
et La Poste relais permettent aux Néo-Aquitains d'être à moins
de 5 km ou 20 min en voiture de La Poste.



INCLUSION

La Banque Postale au Rallye des pépites

La direction opérationnelle des paiements de La Banque Postale a participé, en tant qu'entreprise hôte, au Rallye des pépites limousines qui s'est déroulé en avril à Limoges (87). Cet événement original permet de faire découvrir les entreprises du territoire à des lycéens de quartiers prioritaires de la politique de la ville, à des demandeurs d'emploi ainsi qu'aux collaborateurs des entreprises participantes. Éthel le Bobinnec et Clara Maumont en sont les deux fondatrices. Elles expliquent : « Les entreprises qui participent au Rallye des pépites ont un fort ancrage social, que ce soit en matière de développement durable, d'inclusion sociale ou d'amélioration de la qualité de vie au travail. » Créé en 2015 à Bordeaux (33), l'événement a fait des émules partout en France.



RÉEMPLOI

Cap sur l'économie circulaire

Les Rencontres recyclage et réemploi, organisées par La Poste en avril à Bordeaux (33), ont réuni plus de 30 entreprises publiques et privées de la région. Rappelant les enjeux et les opportunités de l'économie circulaire, Mathieu Anglade, directeur régional de l'Ademe Nouvelle-Aquitaine, a souligné que « les scénarios portant sur l'évolution des usages, l'économie du partage, l'économie circulaire ainsi que le développement des technologies vertes étaient les plus pertinents pour une transition efficace et réaliste ». La Poste, en tant qu'entreprise à mission, œuvre à l'accélération de la transition écologique pour tous en développant des offres et des services, notamment dans les domaines de l'achat d'occasion, du reconditionnement, du réemploi et de la réparation.



postéo NOUVELLE-AQUITAINE

Le cahier régional de Postéo est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Nouvelle-Aquitaine. **Directrice de la publication :** Christèle Fontaine. **Directeur de la rédaction :** François Roudière. **Rédactrice en chef :** Valérie Crasnier. **Rédaction :** Valérie Crasnier, Marie-Pierre Bos (Grand Format). **Crédits photo :** Katia Bruneau, Pierre Carton, Benoît Diacre, Sten Duparc, Philippe Graille, Philippe Guitton, Marion Hochart, Cécile Martin, François Roudière / Adobe Stock, ENSC, LM Influence - Havas, mairie de Marthon, mairie d'Aigre, mairie de Bressuire, mairie de Villeneuve-sur-Lot, médiathèque du groupe La Poste, préfecture de Charente, région Nouvelle-Aquitaine, Spiit. **Pages nationales - Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** médiathèque du groupe La Poste, mairie de Boulbon, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS Paris. **Imprimerie :** Gutenberg Networks. Imprimé en France. **Dépôt légal :** juin 2025. Ce produit est composé de matériaux recyclés et de matériaux provenant d'autres sources contrôlées. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de Postéo :** Le groupe La Poste - Direction de la communication - CP B706 - 9, rue du Colonel-Pierre-Avia - 75757 Paris Cedex 15.

La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.



Version e-accessible par DocAxess



Chiffres clés

880 500

repas distribués par les facteurs en 2024 en Nouvelle-Aquitaine.

78%

des Néo-Aquitains jugent La Poste efficace pour porter les repas aux seniors.
Source : État des lieux de la société française et de ses fractures réalisé par BVA-Xsight pour La Poste.

Chiffre clé

29

points relais sont livrés par La Poste pour le compte de PimpUp, une start-up spécialisée dans la distribution de paniers de fruits et légumes (juin 2025).

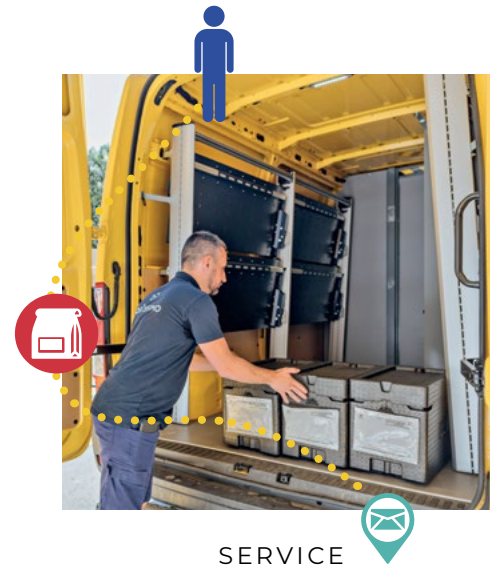


BIEN VIEILLIR

Le portage de repas au menu

La solution de portage de repas à domicile de La Poste était au menu de l'assemblée générale de l'association des maires ruraux de Dordogne le 12 avril à Château-l'Évêque. Cet échange a eu lieu dans le cadre de la convention de partenariat signée en 2023 entre les associations départementales des maires ruraux et le groupe La Poste. Si sur l'ensemble du territoire national la transition démographique est un enjeu majeur, elle l'est particulièrement en Dordogne. Le département connaît un vieillissement marqué de sa population : près de 38% des habitants ont plus de 60 ans, contre 32 % en 2010⁽¹⁾. La distribution de repas, qui contribue au maintien à domicile, est une orientation forte de la politique départementale.

(1) Source : Insee, recensements de la population de 2010 et de 2021.



SERVICE

Des repas livrés par La Poste

Depuis le début du mois de mars, La Poste assure le portage de repas pour le centre intercommunal d'action sociale (CIAS) de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys (40). Les repas sont confectionnés par les cuisines du centre hospitalier de Dax. Ils sont ensuite distribués par les facteurs au domicile des 54 seniors bénéficiaires, ainsi que dans les différents centres de loisirs de l'intercommunalité. Christine Fournadet, présidente de la communauté de communes, explique : « En confiant le portage de repas à La Poste, le CIAS a pu assouplir son fonctionnement tout en maintenant une proximité forte avec ses bénéficiaires grâce à la veille sociale réalisée par les deux facteurs assurant la prestation et à un service de qualité. »



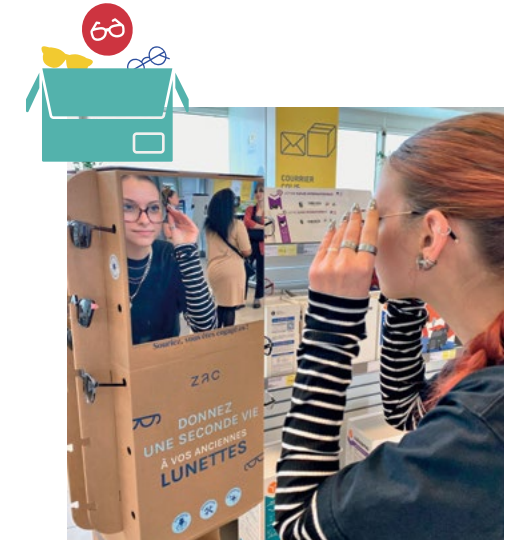
LOGISTIQUE

Livraison de paniers de fruits et légumes

À Bordeaux (33), La Poste assure, avec son service Log'issimo, l'acheminement de paniers alimentaires dans une trentaine de points relais pour le compte de la start-up PimpUp. Cette jeune pousse est spécialisée dans la distribution de paniers de fruits et de légumes frais de saison, à prix réduit. Il s'agit de produits déclassés qui ne répondent pas aux calibres standards de la grande distribution. Le circuit des fruits et légumes débute chez des producteurs locaux, qui remettent leurs produits à la start-up. Elle les conditionne en paniers et La Poste intervient pour les acheminer dans les points relais.



POUR EN SAVOIR PLUS
SCANNEZ
LE QR CODE
CI-CONTRE



ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Seconde vie pour les lunettes

En partenariat avec l'opticien écoresponsable Lunettes de Zac, 10 bureaux de poste de la région, dont La Rochelle Hôtel de ville (17), Bordeaux Cœur de ville (33) et Saint-Jean-de-Luz (64), expérimentent la collecte de paires de lunettes inutilisées et la revente de paires reconditionnées. L'opération a démarré en février et durera un an. L'objectif est de promouvoir une consommation plus durable dans l'univers de l'optique. Les montures collectées sont remises en état par des personnes en réinsertion professionnelle. Ophélie Vanbremersch, présidente et fondatrice de Lunettes de Zac, témoigne : « La Poste est un partenaire avec lequel je souhaitais travailler depuis longtemps. C'est un acteur de proximité qui inspire confiance. »



La Banque Postale finance la mobilité ferroviaire durable

Pour maintenir le niveau d'exploitation de leur réseau ferroviaire régional, les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie modernisent et renouvellent leur parc de matériel roulant. À cet effet, elles ont créé en 2023 une société publique locale, dont elles sont actionnaires à 50/50. En 2024, la Spiit⁽¹⁾ a levé 1,1 milliard d'euros pour assurer la gestion du matériel roulant et encourager la mobilité durable. La consultation portait sur l'acquisition des matériels roulants neufs, le rachat de matériels actuellement en circulation ainsi que les opérations de renouvellement à mi-vie et de décarbonation. La Banque Postale, désireuse de s'investir durablement sur des projets structurants pour les territoires, contribue à ce financement à long terme au sein d'un pool bancaire⁽²⁾.

(1) Société publique interrégionale des investissements en faveur des transports.

(2) Pool bancaire comprenant la Banque européenne d'investissement, la Banque des Territoires, le Crédit Agricole Corporate & Investment Banking, Nord LB, Crédit industriel et commercial et La Banque Postale.

La Spiit⁽¹⁾ a levé 1,1 milliard d'euros d'emprunt.



« La loi européenne a instauré l'ouverture à la concurrence de la gestion des transports ferroviaires régionaux. Les régions reprennent la propriété des rames TER en vue de leur mise à disposition auprès des futurs exploitants ferroviaires. Pour gérer le matériel roulant en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie, la Spiit a levé un financement conséquent de plus d'un milliard d'euros. Cette transaction est stratégique pour la Région Nouvelle-Aquitaine. Le transport représentant un tiers de son budget, la mise en place d'une structure de financement lui permet d'étaler l'investissement et de faire face à ces dépenses à un coût compétitif. C'est primordial et cela permet d'assurer une équité entre tous les exploitants. »

Didier Duchier,
directeur général adjoint en charge des mobilités, Région Nouvelle-Aquitaine

100 millions
d'euros financés
par La Banque Postale,
sur un emprunt
à moyen terme,
pour le rachat
de matériel à la SNCF.



« Avec la Spiit, les Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie gèrent en autonomie leurs matériels roulants ferroviaires et les financent sur le long terme. La société publique locale permet de mutualiser les moyens humains d'ingénierie et de répartir les coûts fixes des rames sur un volume de commandes plus important. Actuellement, nous sommes en phase de préparation des marchés publics d'achat et de maintenance. Nos partenaires financiers, dont La Banque Postale, se sont engagés à nos côtés sur un projet évolutif, sur le plan des missions comme de l'actionnariat. Ces partenaires partagent notre engagement en faveur de la mobilité durable : le contrat de financement comprend ainsi un rapport d'impact. »

Cécile Bichon,
directrice générale SPL Spiit pour les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie



« Pour un emprunt de ce montant, de cette complexité et de cette durée, les collectivités gèrent le risque en diversifiant leurs sources de financement. D'où la création d'un pool bancaire, avec des établissements complémentaires, comme la Banque des Territoires, sur une tranche d'emprunt à long terme (quarante-deux ans) et La Banque Postale sur un emprunt à moyen terme (vingt-sept ans). Premier prêteur aux collectivités territoriales, La Banque Postale a la volonté d'accompagner les politiques publiques de la région Nouvelle-Aquitaine. Investir dans la mobilité décarbonée correspond parfaitement aux valeurs de notre banque citoyenne. Nous avons vocation à développer une relation durable avec la Spiit. »

Arnaud Callens,
directeur régional entreprises et territoires Midi-Atlantique de La Banque Postale



Petites communes, financer de grands projets, c'est possible!

Transitions écologique, numérique, démographique... Les défis à relever pour les communes sont nombreux et elles sont toutes appelées à investir, malgré des marges de manœuvre financières souvent limitées. Des solutions existent, y compris pour les petites communes, pour leur permettre de mener à bien leurs projets.

Dans un contexte marqué par les effets du changement climatique, par les impératifs de modernisation des équipements publics et par la généralisation de l'usage du numérique, les communes françaises sont en première ligne. Rénover une école, créer des équipements sportifs, faire évoluer une flotte de véhicules vers l'électrique, réhabiliter des bâtiments communaux ou déployer la fibre optique : les projets se multiplient et deviennent de plus en plus coûteux. Selon une étude menée par La Banque Postale et l'Institut for Climate Economics (I4CE)⁽¹⁾, rien que pour répondre aux objectifs de la stratégie française sur l'énergie et le climat, les collectivités devront investir, en moyenne, 11 milliards d'euros supplémentaires par an d'ici à 2030 dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'énergie. Les besoins sont importants dans les communes, car celles de moins de 10 000 habitants

connaissent un fort ralentissement de la progression de leur épargne brute, et celles de plus de 10 000 habitants subissent une baisse de cette épargne.

Financer toutes les communes

Premier prêteur bancaire⁽²⁾ des collectivités locales depuis 2015, La Banque Postale déploie toute une gamme d'outils financiers adaptés aux besoins de toutes les communes, sans condition de taille. Crédits à long terme dès 40 000 euros empruntés, lignes de trésorerie sur trois cent soixante-quatre jours, prêts relais dans l'attente du versement de subventions : chaque solution est pensée pour convenir à la réalité des territoires. La Communauté de communes Gâtinais Val-de-Loing (19 000 habitants), en Seine-et-Marne, a pu financer les travaux de déploiement de la fibre sur les sites isolés, grâce à un prêt social de 392 000 euros.

Dans le Pas-de-Calais, c'est un prêt social de 3 millions d'euros qui a été accordé à la commune d'Ambleteuse (2 105 habitants) pour financer la rénovation d'infrastructures sportives.

Aider à obtenir des subventions

Si les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales s'élevaient à 54,8 milliards d'euros en 2024, la recherche de subventions s'apparente à un parcours du combattant pour une petite structure aux moyens humains limités. Et parce que la recherche d'aides publiques est aussi un levier important pour permettre aux communes d'optimiser leur plan de financement, La Banque Postale se positionne comme facilitateur. Son service Subzen permet aux collectivités d'identifier les bons interlocuteurs et assure la préparation comme le suivi des dossiers pour maximiser le taux de subventionnement. En Seine-Maritime, par exemple, la commune de Maromme (11 000 habitants) a ainsi pu engager la réhabilitation de l'hôtel de ville ainsi qu'une extension de sa médiathèque avec l'appui de La Banque Postale.

(1) « Panorama des financements climat des collectivités locales », septembre 2024. (2) Source : « Observatoire de la dette des collectivités », Finance Active, mars 2025.

À Boulbon, rénover pour consommer moins et mieux



Dans la petite commune de Boulbon (1 530 habitants), située dans les Bouches-du-Rhône, la réhabilitation de deux bâtiments communaux – un ancien presbytère et une ancienne école – pour les transformer en logements à loyers encadrés et en locaux associatifs, avait comme priorités de réduire les consommations énergétiques et d'améliorer le confort d'usage. Pour mener à bien ce projet structurant, la municipalité a d'abord bénéficié d'un prêt vert complété par un prêt relais qui ont permis de préfinancer les subventions attendues. Une solution doublement avantageuse, saluée par Jérémie Becciu, le maire de Boulbon : « Le soutien de La Banque Postale a été déterminant pour transformer des structures classées F en logements classés A. Cette collaboration fructueuse a permis de maintenir notre jeunesse dans le village et de dynamiser notre tissu associatif et commercial. »

Témoignage

« La commune avait un déficit de plus de 1 million d'euros, à ma prise de fonction. La Banque Postale a répondu présente en nous accordant un prêt social pour financer les travaux d'extension d'une école et d'équipement de la maison de la culture : c'est grâce à cet emprunt que ces projets importants ont pu démarrer. Au-delà d'un prêt, c'est un partenariat précieux qui a aidé la collectivité, alors en grande difficulté financière. »

Victor Denouvion,
maire de la commune de Saint-Jory
(Haute-Garonne) (8 311 habitants)



RETROUVEZ LES SOLUTIONS
DE LA BANQUE POSTALE
POUR LES COLLECTIVITÉS
LOCALES EN SCANNANT
CE QR CODE

Un comité au service des territoires

Créé par La Banque Postale, le comité d'orientation des finances locales réunit des élus locaux, d'anciens parlementaires et des experts du secteur public. Son rôle : éclairer les choix stratégiques de La Banque Postale en matière d'offre et de services pour les collectivités. Véritable instance de dialogue, le comité suit de près l'évolution des besoins des territoires, l'actualité du secteur public local, tout comme les grandes tendances en matière de financement. Il contribue ainsi à adapter les solutions proposées – comme les prêts verts, les outils d'analyse financière ou l'accompagnement Subzen – aux réalités de terrain. C'est aujourd'hui un levier essentiel pour faire de La Banque Postale un partenaire engagé et toujours à l'écoute des collectivités.

LA BANQUE POSTALE, UN ACTEUR CLÉ DANS LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Ancrée au cœur des territoires, La Banque Postale accompagne les collectivités dans la réalisation de leurs projets d'investissement : mobilité durable, modernisation des infrastructures, digitalisation des services, cohésion sociale... Et ce, quel que soit leur besoin, quelle que soit leur taille.

AUX CÔTÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

1^{er} prêteur
des collectivités locales
pour la 10^e année
consécutive⁽¹⁾

11,8 Mds€
de prêts
accordés
au secteur public local

Près de **1 prêt sur 2**
octroyé à une commune
de moins de 10 000 habitants

400 collaborateurs
en région
dédiés aux personnes
morales et au secteur public
local, dont 120 chargés
d'affaires spécialisés
sur le secteur public

AU SERVICE DES GRANDES TRANSITIONS

1,9 Md€
de prêts verts
et sociaux
octroyés aux collectivités locales

1,53 Md€ de prêts
accordés au logement social,
à la santé et au milieu associatif

1 association sur 10
en France est cliente
de La Banque Postale

ENGAGÉE POUR LA PLANÈTE

1^{re} banque
engagée à sortir du financement
des énergies fossiles à l'horizon 2030

Données 2024 – (1) Source : « Observatoire de la dette des collectivités », Finance Active, mars 2025.

Traits d'union

#dynamiser

Chaque année, une commune française sur cinq est concernée par le recensement de la population mené par l'Insee. Pour l'enquête 2025, 38 collectivités, parmi lesquelles Bressuire (79) et Villeneuve-sur-Lot (47), ont contractualisé avec La Poste.

P. 12

#accompagner

En Charente, La Poste est engagée aux côtés de la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT), de l'État et du conseil départemental, dans le projet Répar'avec, repar'avec. Objectif : soutenir des jeunes Charentais dans leur parcours vers l'autonomie et l'insertion professionnelle.

P. 14

#décarboner

La plateforme de préparation et de distribution du courrier multiflux (PPDC) de Gujan-Mestras (33) a été mise en service à l'été 2024. Le bâtiment a obtenu la certification HQE Bâtiment durable, niveau « excellent ».

P. 15



#dynamiser

Recensement : La Poste partenaire reconnu

Chaque année, une commune française sur cinq est concernée par le recensement de la population mené par l'Insee. En 2025, Villeneuve-sur-Lot (47) et Bressuire (79) ont confié cette mission capitale à La Poste.

Développer les moyens de transport, ouvrir une crèche, construire des logements : les données collectées lors des campagnes de recensement permettent d'adapter les politiques publiques aux besoins de la population. Gérard Régnier, maire de Villeneuve-sur-Lot, le confirme : « Il est très important pour une commune comme la nôtre de bien maîtriser les données relatives à sa population légale. Notamment parce que l'État détermine ses dotations budgétaires auprès de la collectivité en fonction de ces données. »

Par leur précision, les données issues du recensement permettent aux élus d'ajuster leurs choix politiques et d'assurer une répartition juste et équilibrée des ressources. Emmanuelle Ménard, maire de Bressuire, témoigne : « Nous sommes vigilants à la situation de nos communes déléguées pour tenter de conserver au maximum l'équilibre démographique initial et donc répartir les investissements concernant les équipements et l'habitat. » Depuis le décret du 4 décembre 2024, les collectivités peuvent confier leur campagne de recensement à des prestataires externes. Parmi eux, La Poste se distingue grâce à la relation privilégiée des facteurs avec la population et à leur présence sur l'ensemble du territoire. Cette offre de services a été construite dans le cadre de l'expérimentation menée pendant trois ans en collaboration avec l'Insee.



« Dans le contexte actuel de sécurité réclamée par les habitants, le fait que cette campagne soit menée par des postiers est rassurant. Les Villeneuvois ont l'habitude de les côtoyer. La conversation s'engage plus facilement pour répondre aux questions sensibles de l'enquête. Les facteurs ont une bonne connaissance de la commune. Ils connaissent les quartiers qui peuvent présenter certaines problématiques et savent de quelle manière aborder les différentes populations. »

Gérard Régnier,
maire de Villeneuve-sur-Lot
(47)



« Les facteurs connaissent parfaitement les adresses et les personnes recensées. En plus, ils inspirent confiance. Cela nous a permis de gagner en fiabilité par rapport aux campagnes précédentes, où nous avions recours à du personnel en contrat à durée déterminée. Comme pour chaque campagne, notre objectif est d'avoir le plus fort taux possible de réponses. Cette année, notre pourcentage de questionnaires collectés est de 93 %. »

Emmanuelle Ménard,
maire de Bressuire (79)

29 communes de la région ont fait confiance à La Poste pour leur campagne de recensement depuis 2022.



La Poste et la commune d'Aigre développent le pôle de services

Le pôle de services au public de la commune d'Aigre (16), regroupant un espace France services et plusieurs permanences de services publics, est en activité depuis 2023.

À l'automne 2025, il accueillera de nouveaux services, dont ceux de La Poste. Dans le cadre d'un dialogue de qualité, la municipalité et La Poste ont fait le choix de créer une La Poste agence communale (LPAC) pour intégrer les services

postaux au panel de services déjà proposés au sein du pôle. Le projet bénéficie d'un accompagnement financier de la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) de Charente. Depuis les années 1960, La Poste louait à la ville un bâtiment de caractère, mais les espaces utilisés étaient devenus vétustes. Cette adaptation du format de présence postale permet d'optimiser les investissements tout en garantissant l'accès aux services postaux aux habitants d'Aigre et des communes environnantes.



La commune d'Aigre (16) compte 1 597 habitants (source : Insee, recensement de la population de 2021).

Bureau de poste de Niort Orangerie : priorité à l'accueil

Le bureau de poste de Niort Orangerie a rouvert ses portes le 7 avril dernier, après trois mois de travaux.

L'espace a été repensé pour le rendre plus fonctionnel, offrant ainsi une plus grande efficacité en matière de services et de conseil. L'accent a été mis sur l'accueil et l'orientation des clients dès leur arrivée dans ce bureau ouvert à tous, de la clientèle fragile à la clientèle patrimoniale.

L'un des points forts de ce projet est l'amélioration des conditions pour passer les Codes et examens. Les candidats disposent d'un environnement dédié, conçu pour maximiser leurs chances de succès. Le site propose actuellement 18 sessions par semaine, avec un taux de remplissage dépassant 90 % et atteignant 100 % pendant les vacances scolaires. Grâce aux nouveaux aménagements, de nouvelles sessions seront bientôt disponibles.



#accompagner

Inclusion numérique : faciliter l'insertion des jeunes Charentais

Le 8 avril dernier marquait le lancement officiel de l'opération Répar'avec, repar'avec, un projet d'inclusion numérique à vocation sociale et environnementale.

Le dispositif, dont La Poste est partenaire, est porté par la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) de Charente, l'État et le conseil départemental. Il durera un an. Son objectif est de soutenir de jeunes Charentais dans leur parcours vers l'autonomie et l'insertion professionnelle. Répar'avec, repar'avec s'adresse à des jeunes âgés de 18 à 25 ans principalement issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) du Grand-Angoulême et de l'intercommunalité rurale La Rochefoucauld Porte du Périgord, sans scolarisation, formation ou emploi, ou en situation de handicap.

Un parcours alliant théorie et pratique

Le dispositif s'inscrit dans le plan France Numérique Ensemble.

Il est cofinancé par la CDPPT et l'État, et mis en œuvre par l'Espace Numérique Sud Charente (ENSC). Répar'avec, repar'avec est structuré autour de journées de découverte, d'ateliers pratiques, de temps d'immersion au sein de chantiers d'insertion de reconditionnement de matériel informatique, et d'une sensibilisation aux outils numériques. La Poste, via L'Étape Numérique de Saint-Yrieix-sur-Charente, sensibilisera les jeunes aux missions France services et leur permettra de repartir avec une Identité Numérique et des offres postales et bancaires adaptées. À la fin du programme, les bénéficiaires recevront un ordinateur reconditionné par leurs soins lors d'un atelier pratique et une clé 4G avec un abonnement Internet de six mois. Les missions locales du Grand Angoulême et de La Rochefoucauld accompagneront la quarantaine de jeunes ciblés tout au long de leur parcours.

45 000 euros investis dans le dispositif, financé à hauteur de 30 000 euros par la CDPPT de Charente et 8 000 euros par l'État.



« En 2024, la CDPPT a souhaité entreprendre une initiative forte en matière d'inclusion sociale et numérique. Nous avons déjà financé des actions, via les chèques #APTIC⁽¹⁾ ou encore l'Université de Pays. Elles s'adressaient davantage aux seniors. Il nous apparaissait important de cibler également les jeunes touchés par la fragilité numérique. Nous avons fait le choix d'y accorder une part importante de notre budget. »

Patrick Borie, maire de Marthon, président de la Commission départementale de présence postale territoriale de Charente

(1) Support d'une valeur monétaire, physique ou dématérialisée, qui donne droit à celui qui le reçoit d'accéder à des services d'accompagnement numérique.



« Ce projet exemplaire s'inscrit au carrefour de plusieurs politiques publiques : la lutte contre la fracture numérique, l'emploi des jeunes, la politique de la ville et le développement durable. L'État met ainsi autour de la table, à l'échelle départementale, ceux qui côtoient un public en manque de compétences numériques, ceux qui forment et accompagnent, ceux qui financent et ceux qui évaluent l'efficacité de l'ensemble de ces actions. »

Jean-Charles Jobart, secrétaire général de la préfecture de la Charente

Des bénéficiaires du projet Répar'avec, repar'avec lors d'un atelier.



#décarboner

Gujan-Mestras : la plateforme courrier certifiée HQE

La plateforme de préparation et de distribution du courrier multiflux (PPDC) de Gujan-Mestras (33) a été mise en service durant l'été 2024. Le bâtiment a obtenu la certification HQE Bâtiment durable, niveau « excellent ».

La démarche de certification HQE (Haute Qualité Environnementale) Bâtiment durable évalue la qualité environnementale des projets de construction ou de rénovation. Elle intègre des critères d'écoconstruction et d'écogestion, et prend en compte le confort et la santé des occupants. Florian Martins, chef de projet à la direction régionale sud-ouest Atlantique de La Poste Immobilier, filiale du groupe La Poste, explique : « Ce projet illustre notre engagement à développer des infrastructures adaptées

aux besoins opérationnels de nos clients, respectueuses de l'environnement et du bien-être des occupants. Matériaux écoresponsables, optimisation énergétique, intégration paysagère et préservation de la biodiversité : chaque détail a été conçu pour un immobilier plus durable et intelligent. » Le site est équipé de 59 bornes de recharge pour véhicules électriques et de 1 674 m² de panneaux photovoltaïques, dont 70 % sont destinés à l'autoconsommation. Tout au long du chantier, des entreprises d'insertion professionnelle ont été mobilisées, contribuant ainsi à l'engagement de La Poste Immobilier en faveur de l'inclusion sociale et de l'emploi local.

1 674 m² de panneaux photovoltaïques ont été installés sur la plateforme.



Mobilisation en faveur de la biodiversité



Entre octobre 2024 et mars 2025, la plateforme de distribution du courrier (PDC) de Saint-Junien (87) a mis en place plusieurs actions pour renforcer la biodiversité sur son site. Des arbres fruitiers ont été plantés. Le site a également été équipé d'un récupérateur d'eau de pluie destiné à alimenter des toilettes. Un hôtel à insectes, des nichoirs à oiseaux et trois ruches ont également été mis en place. Ces installations ont été réalisées avec la participation active d'enfants du centre aéré de Saint-Victorien et de l'école maternelle de Saint-Junien, encadrés par des associations locales.

« Les communes hésitent à s'endetter, car elles redoutent les charges futures »

Avec des ressources contraintes, les petites villes doivent redoubler d'agilité pour continuer à investir et à répondre aux besoins de leurs habitants.

Philippe Baeteman, maire de Bouglainval (28) et responsable d'études financières à La Banque Postale, décrypte les évolutions budgétaires et souligne le rôle essentiel d'une banque de proximité pour accompagner ces territoires qui totalisent 39 % de la population française.

MINI-CV

Depuis 2014
Responsable des études sur les finances des collectivités locales (communes, intercommunalités et syndicats) à la direction des études et de la recherche de La Banque Postale

1997-2013
Responsable de la gestion de projets informatiques au sein du service financier de La Poste puis de celui de La Banque Postale

Depuis 2005
maire de la commune de Bouglainval, en Eure-et-Loir (754 habitants)



REFLEXIONS

Quelle était la situation financière des petites communes il y a dix ou quinze ans ?

À cette époque, les petites collectivités bénéficiaient d'un environnement budgétaire plus prévisible et affichaient des revenus supérieurs aux dépenses qui leur permettaient de cumuler de l'épargne brute année après année. Elles profitaient également de taux d'intérêt très bas – inférieurs à 1 % pour des emprunts sur vingt ans, par exemple – et préféraient donc emprunter pour étaler le financement de leurs projets sur vingt, vingt-cinq ou trente ans, plutôt que de devoir toucher à leur bas de laine.

Qu'est-ce qui a changé ces dernières années ?

Avec la crise, l'inflation et les taux d'intérêt qui ont augmenté, elles ont désormais tendance à puiser dans leur réserve de trésorerie. Pour la seconde année, on constate, dans notre étude⁽¹⁾, que les petites villes mobilisent leur trésorerie au service de l'investissement à hauteur de 0,8 milliard d'euros et que, dans le même temps, le recours à l'emprunt est en recul de 0,7 %. Pourquoi ? Parce que, d'un côté, les dépenses ne cessent d'augmenter – on parle d'une progression de 17,2 % sur la période 2019-2024 –, ce qui impacte les communes sur le long terme. On peut citer, par exemple, l'augmentation à venir du taux de cotisation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), qui va passer de 30,5 % à 42,5 % en 2028.

Cela représente environ 250 millions d'euros de dépenses par an jusqu'en 2028 pour les communes de 2500 à 25000 habitants. La multiplication des normes imposées aux collectivités, qu'elles soient énergétiques ou autres, pèsent aussi sur leurs finances. Résultat : les communes hésitent à s'endetter, car elles redoutent les charges futures et manquent de visibilité sur les recettes et les subventions à venir. Et, de l'autre côté, le produit des impôts fonciers a progressé de 3 milliards d'euros, soit deux fois moins que l'évolution des dépenses. La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales à partir de 2019, par exemple, a privé les communes d'un levier fiscal direct.

Dans ce contexte, comment La Banque Postale se positionne-t-elle pour répondre aux besoins des communes ?

C'est par notre connaissance des enjeux des territoires et notre présence pour toutes les communes, qu'elles soient rurales ou de grandes métropoles, que nous sommes depuis 10 ans leader du financement bancaire des collectivités. Et à ma connaissance, elle est la seule banque qui possède un service d'études dont les analyses sont reconnues par le ministère de l'Économie et des Finances, la Cour des comptes ou les associations d'élus. C'est un niveau d'expertise qui est rassurant pour les collectivités qui sollicitent La Banque Postale pour qu'elle leur apporte une solution de financement. Et ça, c'est vraiment différenciant.



DÉCOUVREZ L'ÉTUDE
« REGARD FINANCIER
SUR LES PETITES VILLES »
EN SCANNANT CE QR CODE

(1) « Regard financier sur les petites villes », étude publiée par l'Association des petites villes de France et La Banque Postale, juin 2025.